

Sanae Takaichi, Première ministre du Japon : « Un pays qui ne relève pas de défis n'a pas d'avenir »

EXCLUSIF. Chine, Trump, fin du pacifisme : la Première ministre du Japon accorde au Point sa première interview à la presse française.

Par **Julien Peyron** et **François Miguet**

Publié le 29/07/2026 à 18h30

À la tête de la quatrième puissance mondiale, la Première ministre japonaise s'impose au cœur des recompositions géopolitiques.

Rare dans les médias, méconnue en Occident, Sanae Takaichi est aussi discrète qu'influente. À la tête de la quatrième puissance mondiale, la Première ministre japonaise s'impose au cœur des recompositions géopolitiques, de Tokyo à Washington, de Pékin à Moscou jusqu'à Pyongyang. *Le Point* l'a suivie à Évian pour son baptême du feu au G7, au milieu des grands fauves.

Rivalité avec la Chine, relation avec Donald Trump, guerre en Ukraine, sans oublier la question qui hante l'archipel : le Japon peut-il rester pacifiste dans un monde qui s'arme ? Nous lui avons fait parvenir ces questions – et d'autres, plus personnelles. Elle a accepté de se prêter au principe de cette discussion.

Le Point : Quelle place occupe la France pour vous, Madame la Première ministre ?

Sanae Takaichi : Le Japon et la France sont des « partenaires d'exception » partageant des valeurs et des principes. La France est également une « nation indopacifique » disposant de territoires dans le Pacifique et la coopération entre nos deux pays progresse dans de nombreux domaines. J'ai eu l'occasion de m'entretenir avec le président Macron lors de sa visite au Japon en avril dernier ainsi qu'en marge du Sommet du G7 d'Évian en juin. Nous avons œuvré à renforcer davantage notre coopération stratégique dans des domaines comme la sécurité, la sécurité économique ce qui inclut les minéraux critiques, l'économie, les sciences et technologies, l'intelligence artificielle (IA), le nucléaire et l'espace. Il demeure essentiel de continuer à coopérer pour la réalisation d'un Indopacifique libre et ouvert (FOIP) et pour le maintien et le renforcement d'un ordre international libre et ouvert fondé sur l'État de droit.

En vue du 170^e anniversaire des relations diplomatiques entre le Japon et la France en 2028, je souhaite développer encore davantage les relations d'amitié entre nos deux pays grâce à des échanges sur une large échelle, tant au niveau gouvernemental qu'au niveau d'acteurs privés.

Le sommet d'Évian était votre premier G7. Quels messages y avez-vous fait passer ?

Le sommet s'est tenu immédiatement après la conclusion d'un protocole d'entente entre les États-Unis et l'Iran. Les dirigeants du G7, dont Monsieur Donald Trump, ont discuté des perspectives de la situation au Moyen-Orient et du rôle du G7. Dans un contexte où l'agression de

l'Ukraine par la Russie se poursuit et où les incertitudes concernant l'économie mondiale augmentent, nous avons pu confirmer l'importance pour le G7, qui partage les valeurs de liberté, de démocratie et d'État de droit, d'agir de manière unie pour la paix et la prospérité de la communauté internationale.

En tant que seul membre de l'Asie au sein du G7, j'ai présenté sans relâche la position et les actions du Japon en incluant la perspective indopacifique. J'ai mis un accent particulier sur la nécessité pour le G7 de prendre l'initiative en matière de sécurité énergétique mondiale notamment pour la stabilité du marché pétrolier. Dans cette perspective, j'ai lancé trois appels à la communauté internationale : garantir un commerce énergétique libre et transparent, coordination internationale pour renforcer les réserves pétrolières et renforcement de la coopération entre pays producteurs et consommateurs. Ces propositions ont reçu l'adhésion des autres membres et ont été intégrées dans le document final.

Le Japon est déjà en pointe sur ces actions dans le cadre de « POWER Asia » et je souhaite étendre cette démarche à la communauté internationale dans son ensemble. Dans le domaine des minéraux critiques, le G7 a exprimé à l'unanimité de sérieuses préoccupations concernant les contrôles à l'exportation et les coercitions économiques susceptibles d'affecter les chaînes d'approvisionnement mondiales. Ce qui importe particulièrement maintenant, c'est de réduire la dépendance

excessive envers certains pays pour les minéraux critiques tels que les terres rares, et d'élargir les sources d'approvisionnement alternatives.

Le Japon, ayant vécu en 2010 une restriction de l'approvisionnement en terres rares par un pays a figuré parmi les premiers à s'attaquer au développement de sources d'approvisionnement alternatives et a également appelé les autres membres du G7 à diversifier leurs sources. Le Japon est le seul pays du G7 à disposer d'un système de stockage de minéraux critiques à des fins civiles. À travers l'« Initiative de coopération pour le stockage conjoint de minéraux critiques » proposée par le Japon lors de ce Sommet du G7, nous avons l'intention de partager généreusement l'expérience et le savoir-faire du Japon avec la France et les autres membres du G7.

Les relations entre le Japon et la Chine sont très tendues depuis votre arrivée au pouvoir. Comment analysez-vous cette dégradation ?

Depuis ma prise de fonctions, la politique du Japon est restée constante et elle repose sur la promotion globale de relations mutuellement bénéfiques fondées sur des intérêts stratégiques communs avec la Chine, ainsi que sur la volonté de bâtir une relation constructive et stable. La Chine est un pays voisin important, et c'est précisément parce qu'il existe des sujets de préoccupation et des enjeux entre le Japon et la Chine que la communication est essentielle.

En ce qui nous concerne, nous sommes ouverts au dialogue sous différentes formes et nous poursuivons nos échanges avec la partie chinoise à de nombreux niveaux. Nous continuerons à répondre de manière calme et appropriée en tenant compte de l'intérêt national.

Une crise dans le détroit de Taïwan affecterait directement le Japon.

Comment vous y préparez-vous ?

Notre opposition aux tentatives unilatérales par la Chine de modifier le statu quo a été reconfirmée et communiquée publiquement à de nombreuses occasions, y compris dans le cadre de nos échanges avec les États-Unis, la France, et au sein du G7.

Nous considérons que la paix et la stabilité dans le détroit de Taïwan sont importantes pour la stabilité de l'ensemble de la communauté internationale. La position constante et cohérente du Japon est d'espérer que les questions concernant Taïwan soient résolues pacifiquement par le dialogue. Nous avons directement transmis cette position à la partie chinoise et nous l'avons clairement communiquée en tant que position commune des pays concernés. Nous continuerons à poursuivre nos efforts diplomatiques.

Votre pays est un allié de l'Ukraine alors qu'il partage une frontière maritime avec la Russie. Où en sont aujourd'hui vos relations avec Moscou ?

L'agression de l'Ukraine par la Russie est un acte violent qui ébranle les fondements de l'ordre international. Notre pays, en étroite coordination avec la communauté internationale apporte un soutien à l'Ukraine et impose des sanctions à la Russie. Lors du Sommet du G7 en juin, je me suis mis d'accord avec chacun des dirigeants pour continuer à coopérer en vue d'une paix juste et durable pour l'Ukraine. En même temps, la Russie est notre pays voisin et il est important de gérer correctement les relations bilatérales. Les sujets de préoccupation entre les deux pays s'accumulent et il est nécessaire de communiquer de manière appropriée. Nous continuerons à répondre de manière adaptée par l'ensemble de notre action diplomatique en tenant compte de l'intérêt national.

L'alliance stratégique qui lie votre pays aux États-Unis a largement défini la politique étrangère du Japon depuis 1945. Or le président Trump a introduit une dose d'imprévisibilité dans cette relation. Washington est-il toujours un allié fiable pour vous ?

Les États-Unis sont le seul allié du Japon et l'alliance nippo-américaine est le pilier de notre diplomatie et de notre politique de sécurité. Dans un contexte de bouleversements internationaux et d'incertitude croissante, une alliance nippo-américaine solide est indispensable tant pour optimiser les intérêts nationaux du Japon que pour garantir la paix et la stabilité de la communauté internationale. C'est précisément dans ces moments que la communication étroite entre dirigeants du Japon et des États-Unis est extrêmement importante.

Avec le président Trump, nous continuerons à faire progresser concrètement la coopération nippo-américaine dans de nombreux domaines tels que la sécurité, l'économie et la sécurité économique sur la base d'une relation de confiance solide. Parallèlement, il est important que les États-Unis exercent leur leadership et jouent un rôle constructif pour la paix et la prospérité de la communauté internationale. Le Japon continuera à soutenir les États-Unis pour qu'ils puissent jouer ce rôle dans le cadre de la coordination internationale.

Comme votre mentor, feu le Premier ministre Shinzo Abe, vous voulez accroître l'autonomie militaire du Japon. Votre pays peut-il rester un État pacifiste ?

Il va sans dire qu'il incombe au Japon d'assurer lui-même la paix et l'indépendance de la nation en assumant ses décisions et ses responsabilités. Pour répondre aux évolutions rapides de l'environnement sécuritaire, il est important que notre pays renforce de manière proactive et en profondeur ses capacités de défense et qu'il renforce fondamentalement sa puissance nationale globale, c'est-à-dire la capacité à se défendre par nos propres moyens. Cela ne signifie pas mettre fin à la posture du Japon comme État pacifique qu'il revendique depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. À l'instar de nombreux pays européens, se doter de la capacité de se défendre constitue la base d'une diplomatie forte permettant une contribution accrue à la réalisation d'un ordre international libre et ouvert basé sur l'État de droit et à la garantie de la

paix et de la stabilité régionales. C'est précisément ce dont le Japon a besoin pour demeurer un État pacifique.

Le Japon, avec l'alliance nippo-américaine comme pierre angulaire, main dans la main avec des pays tels que la France qui partagent les valeurs et les principes fondamentaux de liberté, de démocratie, des droits de l'homme et d'État de droit, jouera un rôle proactif pour conduire vers l'ouverture et la coopération un monde marqué par les divisions et les confrontations.

Sur le plan économique, le Japon est passé de la troisième à la quatrième place mondiale, selon le FMI. Quelles sont vos marges de manœuvre pour redresser l'économie japonaise, malgré un contexte démographique défavorable et la hausse des prix de l'énergie ?

Dans un contexte de changements dans l'ordre économique international et d'incertitudes croissantes, une grande tendance émerge dans le monde : une nouvelle politique industrielle où les gouvernements s'impliquent davantage et où les secteurs public et privé s'unissent pour résoudre d'importants défis sociaux. Dans ce contexte, ma mission est de rendre l'archipel japonais fort et prospère. Notre pays ne se compare pas défavorablement aux autres dans les domaines de l'innovation technologique et de l'efficacité du travail. Ce qui manque, c'est l'investissement intérieur.

Mon gouvernement va rompre avec la tendance à l'austérité excessive et au sous-investissement dans l'avenir, et va renforcer à fond l'investissement intérieur. À cette fin, nous avons élaboré une stratégie de croissance, au sein de laquelle ont été identifiés 17 domaines pouvant contribuer à la croissance du Japon. Le montant des investissements publics et privés est estimé, à ce stade, à plus de 370 billions de yens en cumul jusqu'à l'exercice 2040. Dans ce contexte, nous accélérerons également les efforts de diplomatie économique et nous ferons progresser des coopérations concrètes avec des pays alliés.

L'opposition vous accuse de mener une politique anti-immigration qui stigmatise les étrangers. Que répondez-vous ?

Notre pays s'efforce de réaliser une société de coexistence en bon ordre avec les étrangers où les citoyens japonais et étrangers peuvent vivre sereinement et en toute sécurité. Nous ne menons en aucun cas des politiques visant à exclure ou à discriminer les ressortissants étrangers. Nous n'adhérons pas à une vision xénophobe. Nous considérons simplement qu'il est indispensable pour bâtir une société de coexistence en bon ordre avec des personnes de nationalité étrangère que le gouvernement réponde fermement aux actes illégaux et au non-respect des règles de certains ressortissants étrangers dissipant ainsi l'inquiétude et le sentiment d'injustice des citoyens japonais. Dans le même temps, ces mesures profitent à la grande majorité des ressortissants étrangers qui vivent au Japon en toute légalité et en respectant nos règles.

Quinze ans après Fukushima, votre pays relance le nucléaire. Cette énergie est-elle indispensable au Japon ?

Le point de départ de la politique énergétique est de poursuivre la politique nucléaire en gardant à l'esprit l'expérience et les leçons de l'accident de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi de TEPCO.

Élaborées sur la base des leçons de l'accident de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi et avec la détermination de ne plus jamais succomber au mythe de la sécurité absolue, les nouvelles normes de réglementation prennent en compte des conditions strictes pour tous les phénomènes naturels tels que les tremblements de terre, les tsunamis, les tornades et les volcans.

La politique constante du gouvernement est que la remise en service d'une centrale nucléaire ne peut être autorisée que si la Commission de réglementation nucléaire reconnaît qu'elle est conforme à ces nouvelles normes de réglementation. Pour surmonter les défis tels que le faible taux d'autosuffisance énergétique et la forte dépendance aux centrales thermiques, il est indispensable d'utiliser au maximum les sources d'énergie contribuant à la sécurité énergétique, telles que l'énergie nucléaire, et ayant un fort « effet de décarbonisation ». Nous utiliserons l'énergie nucléaire, à condition d'assurer la sécurité et d'obtenir la compréhension des communautés locales.

Quand vous étiez plus jeune, imaginiez-vous devenir un jour la première femme à la tête de votre pays ?

J'aspirais à devenir Premier ministre, mais pas spécifiquement à devenir la « première femme Premier ministre ». Cependant, en devenant la première femme Premier ministre du Japon et en brisant par là même un plafond de verre, j'ai entendu dire que certains en tiraient du courage, ce dont je suis heureuse et fière.

Est-il vrai que l'ancienne Première ministre britannique Margaret Thatcher est l'un de vos modèles en politique ? Si oui, qu'admirez-vous chez elle ?

Lorsqu'on avait demandé à l'ancienne Première ministre Thatcher si le fait d'être une femme avait été un avantage ou un inconvénient en politique, elle a répondu : « je suis avant tout une politicienne et je resterai une politicienne jusqu'au bout. Je suis par ailleurs une femme comme les autres. » Cette réponse me touche profondément. J'ai eu l'occasion de rencontrer Mme Thatcher lors d'un symposium. Ma première réflexion a été qu'elle ne se laissait sa féminité prendre le dessus, sans la renier pour autant. Elle attachait une importance particulière aux convictions et n'hésitait pas à prendre des décisions politiques audacieuses. Décrite comme ayant accédé au sommet du pouvoir sans se faire un seul ami proche, elle n'était pas aimée de la population, mais respectée. Après l'avoir rencontrée, j'ai compris pourquoi.

Je m'efforce moi-même au quotidien, dans mon action politique comme dans mes fonctions de Premier ministre, de me rapprocher d'elle, ne serait-ce qu'un peu. Un pays qui ne relève pas de défis n'a pas d'avenir.

Une politique qui ne fait que préserver la situation ne peut être source d'espoir. Je veux bâtir un pays où la jeunesse soit fière d'être née au Japon et puisse confiante dans un avenir radieux. Telle est ma conviction à moi, admiratrice de l'ancienne Première ministre Thatcher.

Que doit-on enseigner en priorité à nos enfants ?

J'ai dit qu'un pays qui ne relevait pas de défis n'avait pas d'avenir. Comme ce sont les générations futures qui porteront l'avenir du pays et du monde, je pense qu'il est

important d'entretenir un désir de relever des défis chez la jeunesse et de le cultiver au sein de la famille et de la société. Quelle valeur veut-on créer ?, Quelle personne veut-on devenir ? Que veut-on protéger et accomplir dans sa vie ? Lorsque ces aspirations intérieures correspondent aux attentes de la société, les gens appellent cela une « vocation » (志, kokorozashi). Je souhaite que la jeunesse, si elle doit choisir entre « faire ce qui doit être fait, même si c'est difficile » et « faire ce qui est un peu plus facile, même si cela n'est pas un premier choix », choisissent la première option.